



**NANTES MÉTROPOLE**  
**Département du B.A.T.I.I.**  
**Direction Administrative et Financière**

Marché de service

Mission de maîtrise d'oeuvre pour la restructuration-extension de l'éco-point des Dervallières à Nantes

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### ***Procédure Adaptée Ouverte***

*(Article R2123-1 du code de la commande publique )*

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**  
**(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)  
**Une visite facultative pourra être réalisée par les candidats (cf. art. 1.1)**

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur des prestations de maîtrise d'œuvre en vue de la construction de l'éco-point des Dervallières à Nantes.

Il s'agit **d'un marché ordinaire**.

#### **Visite facultative**

Dans le cadre de cette consultation, et bien que cela ne soit en rien une obligation, les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution des prestations/travaux.

Des dates de visites sont programmées aux dates suivantes :

- **8 juillet 2025 de 11h à 12h**
- **11 juillet 2025 de 14h à 15h**

Pour s'inscrire à l'une des dates de visites, les candidats prendront contact avec :

Marie-Astrid DAVENEL : [marie-astrid.davenel@nantesmetropole.fr](mailto:marie-astrid.davenel@nantesmetropole.fr) – 02 40 41 53 37 ou 07 64 50 91 14

Emilie ROBERT : [emilie.robert@nantesmetropole.fr](mailto:emilie.robert@nantesmetropole.fr) – 02 40 41 53 15 ou 06 99 86 83 47

### **1.2 - Mode de consultation**

Procédure Adaptée Ouverte (art. R2123-1 du Code de la commande publique)

### **1.3 - Décomposition de la consultation**

Aucun allotissement n'est prévu pour les raisons suivantes : l'allotissement risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution du marché ou considérablement plus coûteuse.

### **1.4 – Groupement d'entreprises**

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

### **1.5 - Nomenclature**

<b>Code CPV</b>	71000000-8 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
-----------------	--

## **ARTICLE 2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Durée – Délais d'exécution**

La durée du marché est confondue avec les délais d'exécution, lesquels sont fixés à l'acte d'engagement.

A titre indicatif, le démarrage des prestations est prévu pour **Octobre 2025**

## 2.2- Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante (qu'elle soit facultative ou obligatoire) découlera strictement de l'application des critères d'attribution visés à l'article 5 ci-dessous qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes (facultatives et obligatoires) présentées.

### 2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

### 2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

## 2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

## 2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- ✗ Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- ✗ L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :
  - annexe n°1 relative aux missions et répartitions des honoraires
  - annexe n°2 portant sur le tableau d'analyse des temps passés par mission et ventilés par membres de l'équipe.
- ✗ Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe relative aux données de la collectivité
- ✗ Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

#### 4.1 - Contenu de la candidature électronique

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>	
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat</b>	
<b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement → <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet dès la remise de l'offre.</i>	
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>	
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles	
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	
<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>	
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années	
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).	
<b>Certificat de qualifications</b>	
Copie de l'inscription à l'ordre des architectes L'architecte du groupement devra être inscrit à l'ordre des architectes (ou équivalent pour les candidats non établis en France).  Les candidats peuvent produire la qualification demandée ou apporter par tout moyen la preuve d'une capacité équivalente. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence, le pouvoir adjudicateur acceptant tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres.	

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
<p><b>L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes</b>, dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat</p>
<p>Dans un souci de prévention des conflits d'intérêts, le candidat est invité à faire état des liens de toute nature (professionnels, économiques, familiaux, ...) qui l'unissent aux opérateurs économiques susceptibles d'être intéressés par les marchés ultérieurs pour lesquels, s'il est désigné titulaire du présent marché, il participera, en appui du maître d'ouvrage, à la rédaction et/ou à l'analyse des offres.</p>
<p>En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire <b>DC4</b> (<a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a>) dûment renseigné</p>
<p><b>L'Annexe « Données de la collectivité »</b>, dûment complétée (sans que cela constitue une obligation, cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)</p>
<p><b>Le mémoire technique au sein duquel le candidat précisera ou produira :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le contexte du projet et sa compréhension du programme et des enjeux, ainsi que la justification du taux de complexité utilisé pour cette opération</li> <li>• L'organisation du groupement et les moyens humains affectés à l'exécution des prestations, en phase d'étude et de travaux, de la désignation des personnes affectées à l'opération (au vu de leur CV et de leurs expériences)</li> <li>• La méthodologie qu'il propose de dérouler au cours des différentes phases et missions de maîtrise d'œuvre y compris missions complémentaires (conception et travaux), la répartition des tâches entre chaque membre de l'équipe (sur la base du tableau d'analyse des temps passés)</li> <li>• Les mesures prises pour la protection de l'environnement, dont notamment la pertinence de la méthodologie en lien avec la réglementation ICPE, la capacité à prendre en compte la qualité paysagère du site (présence d'EBC), la capacité à prendre en compte les enjeux énoncés dans la charte chantier durable.</li> </ul>

#### **ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

**Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :** aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

**Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :**

Critères	Coefficient
<p><b>Valeur technique</b> (sur la base de la note méthodologique technique remise par la candidat à l'appui de son offre)</p>	<b>50</b>
<p>- Pertinence de l'analyse que fait le candidat du contexte du projet et sa compréhension du programme, ainsi que la justification du taux de complexité utilisé pour cette opération</p>	15
<p>- Pertinence de l'organisation du groupement et des moyens humains proposés par le candidat en phase d'étude et de travaux, de la désignation des personnes affectées à l'opération au regard de leur CV et de leurs expériences</p>	15
<p>- Pertinence de la méthodologie que le candidat propose de dérouler au cours des différentes phases et missions de maîtrise d'œuvre (conception et</p>	20

Critères	Coefficient
travaux), la répartition des tâches entre chaque membre de l'équipe (sur la base du tableau d'analyse des temps passés)	
<b>Valeur environnementale</b>	<b>10</b>
- Pertinence de l'analyse que fait le candidat du contexte du projet sous l'aspect environnemental et paysager	5
- Pertinence de la méthodologie que le candidat propose concernant la prise en compte des enjeux issus de la charte chantier durable	5
<b>Prix des prestations</b>	<b>40</b>
- Montant du forfait de rémunération provisoire indiqué à l'acte d'engagement	30
- Montant total des missions complémentaires indiqué à l'acte d'engagement	10

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

#### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

#### **Dans le cas où le marché est conclu à prix global et forfaitaire :**

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### **Négociation et régularisation**

Après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement précités, et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières, notamment si elles présentent des irrégularités de forme, de présentation ou des manquements mineurs, dès lors que celle-ci ne modifient pas leur portée ni ne constituent des éléments substantiels de l'offre.

Cette régularisation pourra concerner la mise en cohérence des prix proposés (par exemple : prix manquants dans l'hypothèse où ils ne représentent pas plus de 15 % du marché, erreurs matérielles, ...).

La procédure de suspicion d'offre anormalement basse est traitée distinctement.

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les **3 candidats** dont les offres seront les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

#### **ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

#### **ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 6 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

#### **En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**

Courriel : [contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)